5. *Conditions d'octroi des aides financières*^{3 4 5 6 7 8}

- 5.1. Le Comité de direction peut accorder des aides financières aux personnes physiques ou morales, relevant de la législation de l'un des Etats membres du fonds, qui produisent des œuvres cinématographiques et/ou audiovisuelles ainsi qu'aux personnes qui les distribuent, les diffusent ou les exploitent.
- 5.2. En prenant sa décision relative à l'octroi d'une aide, le Comité de direction tient compte de la qualité de l'œuvre et s'assure que celle-ci est de nature à refléter et à promouvoir l'apport des différentes composantes nationales à l'identité culturelle européenne.
- 5.3. Les aides à la coproduction peuvent être accordées pour des coproductions, ayant leur origine dans des Etats membres du fonds, auxquelles participent au moins trois coproducteurs relevant d'Etats membres du fonds. Le Comité de direction peut déroger à cette règle, conformément aux règles d'application qu'il a adoptées à cet effet.

Ces aides peuvent également bénéficier aux coproductions associant des coproducteurs ressortissant d'Etats membres du fonds d'une part et des coproducteurs ressortissant d'Etats membres associés ou non membres du fonds d'autre part, à condition que l'apport de ces derniers n'excède pas 30% du coût de la réalisation de la coproduction.

L'apport, de source privée ou publique, de chacun des coproducteurs relevant des Etats membres du fonds ne peut être supérieur à 70% du coût de la réalisation de la coproduction. Le Comité de direction peut déroger à cette règle conformément aux règles d'application qu'il a adoptées à cet effet.

- 3 Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (90) 34, adoptée par le Comité des Ministres le 30 novembre 1990 lors de la 449e réunion des Délégués des Ministres.
- 4 Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (92) 3, adoptée par le Comité des Ministres le 10 février 1992 lors de la 470e réunion des Délégués des Ministres.
- 5 Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (93) 10, adoptée par le Comité des Ministres le 13 avril 1993 lors de la 492e réunion des Délégués des Ministres.
- 6 Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (95) 4, adoptée par le Comité des Ministres le 7 juin 1995 lors de la 540e réunion des Délégués des Ministres.
- 7 Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (97) 65, adoptée par le Comité des Ministres le 19 décembre 1997 lors de la 613e réunion des Délégués des Ministres.
- 8 Révisé conformément à la décision du Comité de Ministres du 15 décembre 1999 lors de la 692e réunion des Délégués des Ministres.